les dossiers d'AGROPOLIS INTERNATIONAL

Compétences de la communauté scientifique

Sociétés et Développement Durable

Apport des sciences sociales

Numéro 7

Numéro 7

des stratégies et des politiques des sociétés du Sud en développement « rapide et instable », notamment pour leurs groupes sociaux les plus vulnérables.

Privilégiant les risques sanitaires et environnementaux qui menacent les sociétés du Sud (maladies émergentes) ou localement des systèmes de production vulnérables (systèmes multi-espèces), l'UPR *Animal et Gestion Intégrée des Risques* (**AGIRs**, Cirad) se propose de :
■ identifier, au travers d'observatoires et de dispositifs pérennes de surveillance, les risques majeurs liés à l'animal pouvant pénaliser la santé, le développement et la sécurité des sociétés vulnérables du Sud et mettre celles du Nord en danger ;
■ décrire et quantifier les déterminants structurels et fonctionnels des principaux risques liés à l'animal et les incertitudes dues aux changements qui y sont associés (liés au milieu, à la mobilité et au marché) ;
■ modéliser, à l'aide de scénarios d'aide à la décision à différentes échelles, les risques majeurs liés à l'animal afin de comprendre, anticiper et gérer ;
■ concevoir et expérimenter des outils de gestion et d'intervention pour surveiller, prévenir et limiter leurs causes ou leurs conséquences ;
■ intégrer la perception du risque des différentes parties prenantes dans les paramètres de décision et les outils de gestion.

Développement durable, gestion des ressources *naturelles, conception et* test des instruments de *politiques publiques*

L'UMR *LAMETA* (UM1, Montpellier SupAgro, CNRS, Inra) poursuit une double mission de recherche théorique et appliquée. Son projet scientifique se décline en six programmes de recherche, dont quatre concernent directement les thèmes du développement durable, de la gestion des ressources naturelles, de la conception et du test des instruments de politiques publiques.

Les méthodes utilisées mettent l'accent sur la modélisation et les approches formelles (théorie des jeux, programmation mathématiques), les méthodes quantitatives (économétrie) et les tests de modèles en laboratoire et sur le terrain. Ses six programmes de recherche sont les suivants :

■ « Économie comportementale et expérimentale » vise l'étude et la conception de mécanismes d'incitation efficaces pour résoudre les conflits et les dilemmes sociaux. La méthodologie retenue est l'expérimentation contrôlée en laboratoire afin d'observer les comportements de sujets en interaction stratégique.
■ « Politique économique et choix publics » recentre les recherches antérieures en macroéconomie, économie publique et organisation industrielle, autour de l'action publique dans des économies ouvertes sur l'extérieur, confrontées à une concurrence grandissante et dans lesquelles les inégalités économiques et sociales s'accroissent. Sont abordées les politiques macroéconomiques, de redistribution et de santé, celles de concurrence et de transport.
■ « Économétrie appliquée » concerne l'économétrie des marchés de produits de base, celle des

L'observatoire, support de l'action collective

L'information est un élément clé dans un monde agricole en pleine mutation. Coordonner les activités, mener des actions collectives et gérer les territoires ruraux nécessite le partage d'une information adaptée, fiable et actualisée. La mise en place d'un observatoire permet de rassembler, d'organiser et de diffuser cette information qui, selon les situations, est riche ou lacunaire, dispersée, incomplète ou mal organisée.

L'UMR TETIS (Cirad) a conçu une nouvelle démarche, fondée sur une approche participative, pour construire de tels observatoires sur des territoires définis autour d'une action collective visant un enjeu particulier.

Entre 2005 et 2007, un test a été mené en France sur deux terrains : le bassin de l'Aume-Couture (Charente) où la question centrale était celle de la gestion de l'eau et la vallée de l'Hien (Isère) où les enjeux étaient liés à la biodiversité et à la qualité de l'eau. Les collectifs d'acteurs du monde rural concernés y ont été sollicités pour construire un observatoire et établir la base d'un système d'information. Quatre étapes structurent la démarche :
■ Expression des besoins : définir les enjeux à privilégier, identifier et mobiliser les acteurs, comprendre leurs contributions aux enjeux et expliciter leurs besoins en informations pour caractériser, comprendre et suivre les pratiques ;
■ Représentation des points de vue : modéliser le système d'information, organiser l'observatoire avec ses partenaires, ses bases de données et SIG ;
■ Implémentation : développer l'application informatique, mettre en place des procédures de gestion des données ;
■ Utilisation : décider, apprendre et produire des connaissances en réponse aux enjeux du territoire, évaluer l'appropriation de l'observatoire par les acteurs, son impact sur les processus de négociation et de coordination, préparer les recommandations d'améliorations ou adaptations.

L'étude de faisabilité a conclu à la pertinence de la démarche, en mettant en évidence l'importance de la mobilisation des acteurs, leur implication et le rôle de la formalisation pour exprimer et partager les objectifs et points de vue de chacun. La mise en œuvre de la méthode dans d'autres situations, au Nord comme au Sud, et sa généralisation sont envisagées.

Contact : Michel Passouant, michel.passouant@cirad.fr